

AAARGH

Quelques réflexions sur l'histoire débutante de la troisième guerre mondiale

par Aaarghus

Après une première saison guerrière, certes fort mouvementée, les équipes de l'Aaargh ont donc estimé nécessaire d'effectuer une pause et de diminuer la fréquence de leurs publications.

L'occasion s'offre ainsi tout naturellement d'utiliser ce relatif « loisir » que nous nous octroyons pour nous introduire dans une phase plus réflexive, voire, plus méditative, et de prendre le temps d'analyser plus en profondeur l'actuel rapport des puissances et des forces planétaires dans lequel, bon gré mal gré, vu certains antécédents politico-historiques que nous sommes à peu près les seuls à prendre en considération, nos pays européens se trouvent empêtrés.

Dans cette perspective, un premier accès nous est manifestement fourni par le refus que la majorité des peu nombreux votants français ont opposé au projet de constitution européenne qui leur était soumis.

Non pas, qu'à l'Aaargh, nous soyons opposés à l'idée d'une union européenne ! Bien au contraire ! Car, comment résister aujourd'hui, d'une façon géo-stratégique efficace, à un hégémonisme planétaire américano-sioniste que rien ne semble pouvoir arrêter ? Hier et aujourd'hui, la Palestine, l'Irak, la Serbie, l'Afghanistan, re-l'Irak... ; demain, l'Iran, la Syrie, la Corée du Nord, etc... ?

Et cela signifie, à chaque fois, des populations décimées, réduites à la famine et à une survie on ne peut plus précaire sur des territoires déchiquetés par ces agressions sauvages, hautement criminelles, impunies et, apparemment du moins, impunissables...

A première vue, le second accès pourra apparaître totalement anecdotique et d'une frivolité toute parisienne, puisqu'il n'est autre que la toute dernière bourrasque journalistique provoquée par la parution d'un livre de fiston Faye, passant à l'acte l'idée fixe de papa Faye, en ramenant « courageusement » la pensée de Heidegger à une introduction du nazisme en philosophie...

Voilà qui possède, au moins, le mérite de la clarté.

Ainsi donc, en philosophie, fiston Faye est à papa Faye ce qu'en politique, palestinienne, irakienne et autres, fiston Bush est à papa Bush.

Vous nous accorderez que ce n'est quand même pas tous les jours que l'on a la chance, dans la morosité ambiante, de pouvoir s'offrir une quatrième proportionnelle aussi délicatement savoureuse.

Vous penserez toutefois, ô lecteurs à l'esprit rassis, que ce rapprochement n'est malgré tout qu'une astucieuse plaisanterie. Eh bien non ! Et nous allons essayer de soutenir que ne pas.

Mais, pour ce faire, il est d'abord nécessaire de reprendre un peu de hauteur en rappelant le titre donné à cette chronique « Quelques réflexions sur une histoire présente de la troisième guerre mondiale ». Qu'est-ce que cela peut-il bien vouloir dire ?

A l'Aaargh, depuis longtemps déjà, nous avons plus ou moins le sentiment d'être entrés dans les prodromes de plus en plus inquiétants de la troisième guerre mondiale en lente gestation, et que ceux-ci ont vraisemblablement commencé deux ou trois ans après la fin de la seconde, avec la création de l'état israélien, appuyée par la quasi-totalité des pays occidentaux, sauf, exception remarquable et toute à son honneur, du Vatican, du moins, jusqu'à ce qu'un petit caporal, polonais, pontifiant, épris de gloire médiatique..., mais cela s'oublie déjà.

Quoi qu'il en soit, cette création avalisait la spoliation de la Palestine par le mouvement sioniste, opérée dans le plus pur style colonial « occidental », au moment même où la plupart des grandes puissances coloniales, contraintes et forcées, commençaient, précisément, à décoloniser...

Puisque pause il y a, accordons-nous tranquillement le loisir de relire d'abord de courts extraits de *La guerre du Péloponnèse* de Thucydide, puis d'aborder ensuite la lecture de passages d'un ouvrage posthume de Heidegger, qui porte le titre, simple mais énigmatique : *L'histoire d'être*¹. Il fut rédigé dans les années 1938-1940, au moment où la dernière guerre mondiale devint de plus en plus présente et inéluctable. *L'histoire d'être* appartient au grand cycle des écrits qui prolongent les *Contributions à la philosophie (De l'Événement appropriant)* de 1936-1938² et développent la compréhension exceptionnellement lumineuse de la situation historico-métaphysique de l'Europe, juste avant le chaos, telle qu'elle apparaît au regard phénoménologique de la transformation historique (*geschichtlich*) des sens du verbe être depuis les Grecs.

La guerre du Péloponnèse demeure, aujourd'hui, par son exceptionnelle rigueur de pensée, toute imprégnée de l'*alètheia* et de l'éthique grecques antiques, la relation historique inégalée de toute la tradition historiographique occidentale.

La préface, qui s'étend sur les 23 premiers chapitres du livre I, commence ainsi :

« L'Athénien Thucydide relate la guerre que se livrent les Péloponnésiens et les Athéniens. Il commence ce travail dès les premiers symptômes de cette guerre, prévoyant qu'elle sera d'une ampleur considérable et plus digne d'être racontée que les précédentes. Il le conjecture à ce que les belligérants étaient, en y entrant, à l'acmé de toutes leurs forces

¹ *Die Geschichte des Seyns*, Gesamtausgabe tome 69, Francfort sur le Main, 1998, non traduit en français.

² *Beiträge zur Philosophie (Vom Ereignis)*, Gesamtausgabe tome 65, Francfort sur le Main, 1989, en cours de traduction par François Fédier.

et qu'il voit le reste du monde grec se joindre à chaque camp, soit tout de suite, soit avec le projet de le faire. Cet ébranlement devenait le plus puissant qui se soit jamais produit, aussi bien pour les Grecs que pour une portion du monde barbare et, en un mot, pour la plus grande partie des humains. »

La suite, traditionnellement appelée « Archéologie », résume la situation et les principaux événements qui, depuis les plus lointaines origines, ont progressivement exacerbé les tensions entre belligérants jusqu'au moment de l'éclatement du conflit.

Deux extraits de la fin de cette Archéologie sont tout particulièrement à méditer dans la conjoncture géo-stratégique présente :

« Quant aux actions qui se produisent dans cette guerre, je ne crois pas devoir, pour les raconter, me fier à des dires recueillis par hasard, ni à ma propre impression : ou bien j'étais moi-même présent, ou bien je m'enquiers sur chaque événement auprès d'autrui avec toute l'exacritude possible. C'était d'ailleurs difficile et pénible, parce que les témoins de chaque événement ne disaient pas les mêmes choses sur les mêmes faits, mais différaient selon leur sympathie à l'égard des uns ou des autres, ou selon leur mémoire. A l'audition, le caractère exempt de mythe (*to mē muthōdes*) de ces événements paraîtra sans doute en diminuer la séduction ; pour ceux qui voudront voir clair dans les événements passés et dans ceux à venir qui, du fait de leur caractère humain, apparaîtront semblables, qu'alors, on les juge utiles, et cela suffira ; ils constituent un acquis pour toujours (*ktēma eis aiei*), plutôt qu'un discours d'apparat pour auditoire passager. »³

Quelques lignes plus loin, la conclusion de l'Archéologie s'énonce ainsi :

« Athéniens et Péloponnésiens commencent cette guerre par la rupture du traité de trente ans qu'il avaient conclu après la prise de l'Eubée. Le pourquoi de cette rupture, j'en expose tout d'abord les motifs et les différends, afin qu'on n'ait pas à rechercher un jour d'où sortit, en Grèce, une pareille guerre. Mais la cause la plus véritable (*alēthestatē prophasis*), et la moins apparente (*aphanestatē logō*) dans les discours, c'est, je le pense, que les Athéniens, en accroissant leur puissance, font vraiment peur aux Lacédémoniens, les contraignant ainsi à la guerre. Cependant, les motifs explicites des deux côtés, qui les amènent à rompre les traités pour entrer en guerre, sont les suivants... »⁴

Le dernier court passage se situe au début des affaires de Sicile. Face à la première expédition athénienne, le Syracusain Hermocrate appelle ses concitoyens à bien identifier le danger qui les menace. Après leur avoir expliqué que les Athéniens sont essentiellement attirés par les richesses de la Sicile, il leur déclare ceci :

« Au reste, chez les Athéniens, ce « vouloir plus » et ces calculs sont bien compréhensibles et je ne blâme pas ceux qui cherchent à exercer leur hégémonie, mais ceux qui sont trop disposés à obéir ; car telle est la *phusis* de l'homme que partout, il domine celui qui cède, mais se garde de qui l'attaque. Mais si, en voyant bien la situation, nous ne prenons pas les précautions qu'il faut, et si l'on n'arrive pas ici avec la notion que notre premier soin doit être de régler tout au mieux ce qui est une menace commune, alors nous sommes coupables.»⁵

La traduction de ces extraits s'écarte souvent de la traduction de J. de Romilly. Quelques mots d'explication s'imposent.

Pour présenter la méthode qu'il emploie dans la rédaction de cette histoire, Thucydide utilise le temps verbal le plus original de l'ancienne langue grecque – il

³ *GDP*, livre I, chap. 22, 2-4

⁴ *Ibidem*, chap. 23, 4-6

⁵ *Ibid.* livre IV, 51, 5-6

existe également en sanskrit védique – que les grammairiens nomment « aoriste », ce qui signifie : un temps qualifiant (à la différence de l'imparfait) une action verbale en pur accomplissement, exclusif de tout accompli et, par conséquent, potentiellement exempt de limites temporelles assignables.

Le temps verbal du français qui s'en rapprocherait le plus est le passé simple, mais il ne faut pas trop s'y fier car la structure des deux systèmes verbaux est très différente. Toutefois, en français comme en grec ancien, l'aoriste est, très généralement, le temps de la narration historiographique.

Cela dit, l'originalité éclatante de l'aoriste grec se manifeste par un usage qu'ignore le passé simple français, usage que les grammairiens nomment « aoriste gnomique ».

Un exemple le fera immédiatement comprendre : pour dire cette simple vérité universelle qui, en français, doit s'énoncer au présent : « le temps *dissout* bien des choses », le grec conjugue le verbe « dissout » à l'aoriste : *polla dielusen ho chronos*. L'aoriste est ainsi le temps verbal par excellence dans lequel se formule l'essence omnitemporelle de toute chose. Le substantif « idée », qui nomme ladite essence, est lui-même formé sur l'aoriste grec *eidon* du verbe qui signifie « voir ».

Inhabituelle et quelque peu forcée pour les besoins de la cause, la traduction au présent français des aoristes, dans lesquels Thucydide expose sa méthode de relation historiographique des événements et des discours de la guerre du Péloponnèse, s'étaye intégralement sur le but *gnomique* que se propose explicitement son récit : « constituer un acquis pour toujours », qui puisse aider à comprendre des événements similaires susceptibles de se reproduire, la nature humaine-trop humaine, selon l'expression de Nietzsche, étant ce qu'elle est...

Autrement dit, la *méthode* historiographique elle-même de Thucydide est une méthode « aoristique-gnomique ».

Une compréhension minimum des trois extraits de *l'histoire d'être*, dont la traduction va suivre, nécessite également quelques explications préalables.

En premier lieu, les lecteurs français familiers des œuvres de Heidegger s'étonneront déjà de la traduction du titre même de l'ouvrage, d'où proviennent lesdits extraits. A la différence du grec ancien et de l'allemand, dans l'usage habituel desquels la distinction entre la forme infinitive (*to einai, das Sein*) et la forme participe présente (*to on, das Seiende*) du verbe être s'effectue sans ambiguïté, il n'en va pas de même en français. L'expression *l'être* est équivoque, car elle peut, selon les contextes, y désigner aussi bien les deux formes.

Pour éviter cette confusion, Jean Beaufret avait introduit l'expression, inhabituelle en français, *l'étant*, pour la forme participe, la distinguant ainsi clairement de la forme infinitive *l'être*. Il raconte, avec un sourire dans son encre, qu'au début, certains de ses élèves écrivaient *l'étant* avec un *g* à la place du *t*!...

A la réflexion, il apparaît maintenant plus simple de respecter l'usage français courant en traduisant la forme participe présente par *l'être* et la forme infinitive par *être*, sans article. Cet usage possède l'avantage, non négligeable, d'indiquer que la forme participe avec article, *l'être*, propose déjà, à elle seule, une illustration *française* parfaite de l'interprétation *métaphysique* d'*être*. Heidegger n'a en effet cessé de rappeler qu'elle consiste depuis la fin de la pensée philosophique grecque classique, à privilégier indûment, sans en apercevoir les conséquences philosophiques

geschichtliché, la forme substantive exclusive du participe présent *en accomplissement* par rapport à la totalité *inaccomplie* des sens *temporels et donc historiques possibles* de la forme infinitive de ce verbe.

L'un des principaux apports de cet ouvrage est une définition, en histoire d'être, du terme allemand *Macht*, habituellement traduit en français par « pouvoir » ou « puissance ». *Macht* est la forme substantive du verbe *machen* dont le sens général est « faire », mais dont les usages allemands sont loin de recouvrir ceux de notre verbe « faire ».

N'ayant toujours pas trouvé de terme français qui, dans le contexte de cet ouvrage, le traduise de façon satisfaisante, nous gardons le mot allemand, suffisamment familier en France, ou, lorsque cela n'est vraiment pas contextuellement possible, nous faisons appel à « opération » et « opérer ». La difficulté s'accroît cependant pour traduire alors les autres termes construits sur le radical *mach-*, *Mache*, *machenschaft*, *machbarkeit* et *machsamkeit*.

Enfin, pour ne pas compliquer ce qui l'est déjà suffisamment, nous traduisons *Wesen* par « essence », en précisant simplement ici qu'il convient d'entendre ce mot dans sens verbal infinitif du mot allemand.

Le premier extrait propose précisément une définition et une « traduction » du mot *Macht* depuis Aristote et Platon jusqu'à Kant et Schelling :

56. D'où (vient) être en tant que Macht ?

« A partir d'être, qui est devenu objectivité depuis l'« effectivité », *en-ergeia* et précédemment déjà depuis *idea*, en passant par actus pour aboutir à perceptum et à être-représenté.

Derrière l'objectivité se cachait depuis longtemps, jusqu'à l'Idéalisme allemand, plus précisément jusqu'à *Schelling*, être comme volonté – et la « volonté » comme dénomination de couverture pour la *Macht*.

Comment ces deux sens se sont préparés chez Leibniz : perceptum du percipere et percipere comme appetitus, le tout (inclu) dans l'essence intégrale de la *vis activa primitiva*.

Qu'être soit devenu *Macht* et dût le devenir est une permission (accordée) par son essence propre qui, depuis sa première manifestation, dut se passer d'une fondation de sa vérité et, par là même, de (celle de) l'essence de la vérité. Pourquoi cette dispense ? (C'est) une conséquence de sa provenance à partir de la plénitude débordante du tout premier commencement. L'opération opère (*Die Macht machte*). Être comme *Macht* est la non-essence de l'essence commençante infondée d'être comme *phusis*. »

Le mot *Machenschaft* qui apparaît dans l'extrait suivant s'interprète comme « la qualité d'être un être en tant qu'être-représenté dans laquelle est visée la capacité productive dans toutes ses variétés »⁷. Autrement dit, *Machenschaft* désigne prioritairement l'essence moderne de la *Macht*, telle qu'elle se produit dans l'être-représenté de toute représentation de quelque chose (*Vorgestelltheit*). C'est à partir de cette interprétation que : « tout se fait (*wird gemacht*) » et « se laisse faire (*lässt sich machen*) », pour peu que l'on en répande la « volonté ».⁸

⁶ que nous traduisons par « historique », réservant le terme « historiographique » pour traduire l'adjectif *historisch* de l'allemand.

⁷ *Die Geschichte des Seyns*, p. 46.

⁸ *Beiträge zur Philosophie (Vom Ereignis)*, p. 108.

38. Subjectivité et abandon d'être

« La *subjectivité* de l'être-homme (*Menschentum*) est la consolidation qui, accomplie par la métaphysique, donne sa marque à l'abandon d'être.

La subjectivité de l'être-homme caractérise les temps modernes en tant que tels, du fait que ceux-ci se déterminent à partir de l'achèvement de la métaphysique ; cet *achèvement* consiste dans les pleins pouvoirs (*Ermächtigung*) donnés à l'essence de la *Macht* en tant que *Machenschaft*.

La conséquence essentielle qu'entraîne la subjectivité est le nationalisme des peuples et le socialisme du peuple. [...]

La conséquence essentielle de cette histoire de la subjectivité est la lutte illimitée pour la consolidation de la *Macht* et, de ce fait, des guerres sans frontières qui exercent les pleins pouvoirs de cette *Macht*. Ces guerres sont métaphysiquement quelque chose d'*essentiellement* autre que les précédentes.

Les degrés et les formes des positions subjectives de la *Macht* dans les nations et les socialismes particuliers sont différents et, selon leur essence guerrière correspondante, différents d'eux-mêmes et, de ce fait, leur sont (également) dissimulés à eux-mêmes.

La subjectivité et *elle seulement* temporalise la plus haute objectivité (dans la configuration de la technique). »

Une compréhension suffisante du troisième extrait ne devrait maintenant plus présenter de difficultés insurmontables, car c'est, pour notre propos, le plus immédiatement important :

61. Macht et crime

Là où la *Macht* devient historique en tant qu'essence d'être, toute moralité et tout légalité sont bannies et cela, sans condition. La *Macht* n'est ni morale ni immorale, elle opère (*machtet*) en dehors des mœurs, du droit et de la coutume. Tout ce qui est édifié, conservé et confirmé dans ces domaines, ce qui s'y trouve exigé ainsi qu'établi comme mesure est réduit en miettes par la *Macht* elle-même et cela de telle façon que rien ne vient s'y substituer, hormis la *Macht* elle-même, laquelle se donne alors comme être sous forme de néant inconcevable, de telle sorte que l'éclatement de tout ce qui est fixé ou veut se fixer doit manifester ce paroxysme de la destruction.

Voilà pourquoi les grands criminels par excellence appartiennent à l'époque qui détermine l'essence de la *Macht* inconditionnée. Ils échappent aux critères moraux et juridiques. Il est certes possible de les y soumettre, mais on n'accède alors en aucune façon à ce qui constitue leur criminalité propre. Aucune peine ne serait assez lourde pour punir de tels criminels. Toute peine, de par son essence, reste à la traîne de l'essence de leurs crimes. L'enfer même et tout ce qui lui ressemble est par essence trop bénin en considération de ce que perpètrent ces super-criminels.

Du fait de leur essence, que détermine leur servitude absolue aux pleins pouvoirs de la *Macht*, les criminels planétaires sont totalement semblables. Des différences historiographiquement conditionnées s'étalent certes sur le devant de la scène, mais elles ne servent qu'à déguiser cette nature criminelle sous le voile de l'inoffensif, voire, à présenter leurs agissements comme « moralement » nécessaires en vue des « intérêts » de l'humanité.

Les super-criminel planétaires de la période la plus récente, dans laquelle ils deviennent à la fois possibles et nécessaires, se comptent sur les doigts d'une main. »

Reprenons alors pied dans « le bel (!) aujourd'hui » que célébrait Mallarmé - le point d'exclamation étant, bien sûr, de notre fait.

Le « non » français au projet de constitution européenne fait, une fois n'est hélas pas coutume, mentir la déclaration désolée, mais classique, du Général de Gaulle : « Les Français sont des veaux ».

A notre avis, ses mânes ne peuvent donc que se réjouir de ce sursaut français de simple bon sens ..., car, après la fin des hostilités de la dernière guerre, le brillant diplômé de notre Ecole de Guerre avait commencé de se rendre compte que les plus dangereux ennemis de son cher Pays n'étaient peut-être pas ceux qu'il avait d'abord si vaillamment combattus, mais, peut-être bien, cet *establishment* américain, tenaillé par une avidité déjà manifeste d'hégémonie mondiale à tout prix.

C'est à cette perception précoce du Général, que nous autres, Français, avons dû de pouvoir échapper à l'occupation musclée qui nous était réservée par le génial Président américain de l'époque, occupation dans le genre, par exemple, de celle de l'Allemagne d'alors, ou de l'Irak d'aujourd'hui...

Nous n'avons quand même pas pu éviter une occupation plus limitée, mais néanmoins pernicieuse : plan Marshall et bases américaines sur notre territoire. Et il nous a fallu attendre le retour au pouvoir du Général pour être enfin délivrés de cette occupation et sortir carrément de l'OTAN, institution dont le Général avait depuis longtemps compris qu'elle était, à l'évidence, l'instrument militaire de domination américaine sur la ...vieille Europe. Les trop médiocres successeurs du Général n'ont hélas pas su, ou pas pu se tenir à cette sage maxime.

Ce pan français de l'« archéologie » de la troisième guerre mondiale rapidement esquissé, il convient d'en aborder maintenant la configuration internationale.

L'expérience enseigne que les deux premières guerres mondiales ont surgi de l'établissement uniformément inique des traités de paix antérieurs.

La guerre de 14 -18 est, pour une bonne part, née de l'annexion abusive de l'Alsace et de la Lorraine par l'Allemagne, sortie victorieuse de la guerre de 1870.

La guerre de 40-45 est, pour l'essentiel, issue, à son tour, de l'invraisemblable traité de Versailles, dans lequel le gouvernement français et son « Père-la-victoire » - se transformant d'un seul coup en franchouillard « Père-la-connerie » - portent une responsabilité accablante.

Il est ahurissant de constater qu'une fois la victoire acquise par les armes, les vainqueurs se conduisent uniformément comme les pires des tripes-andouilles. Ils ne peuvent s'empêcher d'appliquer le principe barbare « *væ victis* », dont il est pourtant évident, à toute personne un tant soit peu sensée, qu'il va précisément fournir le prétexte de la guerre suivante.

Le sort réservé à l'Allemagne par ce honteux et criminel traité de Versailles était en effet d'une sottise insondable et l'excellent Gregory Bateson, tout ce qu'il y a de plus américain, l'expose magnifiquement dans son *Ecologie de l'esprit*.

C'est de cette inconcevable sottise de l'humiliation infligée à l'Allemagne vaincue qu'est née l'adhésion de la grande majorité des Allemands au régime du

Chancelier Adolf Hitler, à la suite du grand discours-programme dans lequel il s'élevait très justement contre les dispositions iniques de ce traité. Il a su simplement produire et canaliser le sursaut collectif des Allemands en les appelant à retrouver leur dignité, à échapper au cafouillage permanent auquel les condamnait l'inconsistante République de Weimar, à reconstruire les institutions de leur pays et tenter de regagner, pour finir, leur espace vital.

Il n'y a donc pas à chercher ailleurs l'origine principale de la seconde guerre mondiale. D'importants prêts, consentis par de puissants financiers américains, dont plusieurs d'origine israélite, ont d'ailleurs puissamment contribué au réarmement entrepris par le gouvernement du Chancelier maudit, ainsi que l'ont établi les enquêtes très documentées d'un remarquable économiste américain, lui aussi ...maudit, comme la *Gazette* l'a fort utilement appris à bon nombre d'entre nous.

Nous demandons pardon à nos lecteurs pour le rappel de telles banalités, mais elles n'en sont pas moins très largement « oubliées », sinon délibérément méconnues, par l'immense majorité de nos contemporains, à commencer par les soi-disant « politiques » ainsi que par les « hauts » fonctionnaires et les diverses mafias industrielles et financières qui « gouvernent » nos malheureux pays européens.

C'est pour nous mettre en mesure d'assimiler la méthode « gnomique » - que Thucydide nous a donc « acquise pour toujours » - dans la compréhension des motifs de la troisième guerre mondiale en cours de développement, qu'il nous apparaît opportun d'observer alors, ne serait-ce que pour nous détendre un instant, la tempête parisienne provoquée par fiston Faye.

Pour ce faire, nous avons effectué une petite visite au site internet *Paroles des jours, penser la littérature*⁹ où l'on trouve de nombreuses réactions indignées au pavé dudit fiston, rassemblées sous le titre « Comment calomnier Heidegger ? ».

Comment, en effet, face à un tel monument de sottise, ne pas partager cette indignation ?

Mais il convient toutefois de rappeler que ce feuilleton du « nazisme » heideggerien a commencé, peu de temps après la fin de la guerre, dans les *Temps modernes*, la « prestigieuse » revue de l'Agité du bocal, sous la signature de Maurice de Gandillac. Sa longue familiarité avec les fameuses *Ennéades* du néo-platonicien Plotin, l'avait, en effet, tout spécialement préparé à analyser, jusque dans ses profondeurs abyssales, la compromission nationale-socialiste coupable de l'ermite des noires forêts.

Ce feuilleton n'a ensuite cessé de se grossir au fil des ans, de quoi couvrir plusieurs gros volumes...

Il se radicalisa, dans la seconde moitié des années quatre-vingt, avec la publication de l'ouvrage d'un Sud-américain portant le titre *Heidegger et le nazisme*. Les philosophes parisiens un peu branchés susurrèrent encore que cet ouvrage, qui n'avait d'abord pas trouvé d'éditeur en Allemagne, fut publié en France à l'instigation de l'un des soi-disant « nouveaux philosophes » - dont nous oublions le nom - dans l'intention vengeresse, d'origine strictement personnelle, de « déstabiliser » feu Jacques Derrida, jugé trop proche de Heidegger.

Quoi qu'il en soit, l'empoignade fut chaude et c'est dans le sillage de ce remue-ménage, patiemment entretenu par le Tordu du *Monde* - et les Tordus de *Partout*

⁹ <http://parolesdesjours.free.fr/scandale.htm>

Ailleurs! - que François Fédier eut l'excellente idée de publier un recueil des *Ecrits politiques* de Heidegger.

Il faut préciser cependant que quelque temps auparavant, la *Revue d'histoire révisionniste* avait publié deux lettres que Jean Beaufret avait écrites, peu de temps avant sa mort, au Professeur Faurisson, lettres dans lesquelles il lui témoignait son estime, sa sympathie et son soutien dans le lynchage judiciaire insensé, et ignoble, dont il était alors victime.

Le fait était relativement passé inaperçu du grand public, mais en aucun cas de la flicaille sioniste, en l'occurrence, des intellectuels de gôche bon teint, style Vidal-Niquette ou Elie (grosse) Ficelle, qui se chargeaient, et se chargent toujours, d'exercer en France une police politique sourcilleuse et musclée des moindres velléités de libre pensée qui se manifestent, certes très sporadiquement, dans la sous-humanité goye, comme celle, par exemple, de contrôler, quand même, dans quelles conditions de sérieux scientifique et d'honnêteté s'était effectué l'établissement historique des faits concentrationnaires du Troisième Reich, lesquels avaient entraîné son élévation au sommet historique indépassable du Mal Absolu.

François Fédier, qui avait hérité de son ami Jean Beaufret les responsabilités éditoriales des œuvres de Heidegger, se savait sans doute minutieusement observé par ces quidam si remarquablement ouverts et intelligents. Et c'est là qu'il a, à notre avis, commis l'erreur à ne pas commettre.

Dans l'idée de disculper Heidegger de compromission avec la « *pensée* » nationale socialiste, il se fendit d'une longue préface au recueil sus-mentionné des écrits politiques du camarade Martin.

Pour échapper à toute accusation de révisionnisme, il fut bien contraint de reconnaître que le début de « collaboration » avec l'incarnation de l'Indicible du Mal Absolu, pendant la période du Rectorat, apparaissait toutefois rétrospectivement - non comme une erreur initiale de discernement quant à « l'indigence de pensée » des responsables nazis, ainsi que Heidegger l'a lui-même explicitement déclaré - mais comme une faute malgré tout impardonnable, eu égard à la Monstruosité de l'Indicible...

Inutile de préciser, vous avez déjà deviné de quel Indicible il s'agit, puisque, comme le Tétragramme biblique, auquel il est appelé sous peu à se substituer, il va bientôt être interdit, non seulement de le prononcer, mais aussi bien de l'écrire.

On ne badine pas avec les dogmes des mythologies sémitiques, que ce soit, d'ailleurs, celle de Yahvé ou celle d'Allah.

Mais, m'objecterez-vous, que pouvait-il alors faire, ce malheureux François ?

Etant donné la loi Fabius-Gayssot concoctée à l'instigation du Grand Rabinat de France : bien évidemment, rien, sans s'exposer, sinon, à aller en taule, avec, en prime, une sympathique amende de 300.000 francs de l'époque.

Or, la seule disculpation véritable de Heidegger eût été et demeure, dans la conjoncture présente de mensonge et de mauvaise foi généralisés sur l'histoire de la dernière guerre, l'établissement historiographique officiel *honnête* et circonstancié des événements concentrationnaires du Troisième Reich et d'ailleurs, tout particulièrement aux Etats Unis, où l'internement des ressortissants japonais, allemands et italiens dans des camps de concentration ne fut pas particulièrement tendre, ou encore dans l'Allemagne d'après guerre où de simples civils allemands furent également internés et délibérément maltraités par de véritables bourreaux, juifs pour la plupart, etc.

Etablissement historiographique honnête, c'est-à-dire foncièrement respectueux de la méthode thucydéenne de l'historiographie occidentale : *to mē muthôdes* : « ne pas raconter d'histoires », ce qu'est pourtant, manifestement, la légende d'une décision d'extermination de déportés juifs au moyen de chambres à gazouillage, ou de quelque autre arme d'extermination de masse que ce fût, à l'instar de ce qui vient, de se passer pour l'Irak, où les inspecteurs mandatés par l'O.N.U. n'ont pas trouvé plus d'armes de destruction massive que de beurre en broches.

Cependant, les conclusions de cette expertise internationale n'ont entraîné aucune convocation de fiston Bush, du Blaireau, de la Berlue, etc. devant le Tribunal International, pour agression qualifiée et par conséquent criminelle du malheureux peuple irakien, au prétexte que son chef - en effet guère plus recommandable que fiston et papa Bush, Sharogne, Blaireau, Berlue, etc. - ne voulait plus marcher dans les petites combines associées du MOSSAD et de la CIA. Quant à l'Intelligence Service, elle s'est apparemment montrée plus rétive dans sa participation à l'arnaque américano-sioniste.

Or, au procès de Nuremberg, rappelons qu'aucune expertise de l'arme d'extermination de masse prétendue, les chambres à gazouillage, n'avait été ordonnée par les magistrats responsables. Il suffisait que ladite arme fût de notoriété publique, comme ce fut le cas pour l'Irak, *antérieurement aux conclusions de l'expertise*, que les zozos sus-nommés ont bien évidemment cherché à entraver par tous les moyens.

Quoi qu'il en soit, depuis plus de trente ans, aucune des multiples objections techniques et historiques tout à fait précises, opposées par l'historiographie révisionniste à cette légende zolocaustique, n'ont jusqu'ici trouvé le moindre début de réponse sérieuse de la part des tenants de la version officielle *muthôdes*, légendaire, sinon, bien sûr, les habituelles bordées d'injures et des convocations à comparaître devant les tribunaux.

Il est donc, dans l'état présent des choses, totalement impossible de véritablement disculper *publiquement* Heidegger d'avoir été... allemand ! Car tel est bien, pour finir, le fond du problème.

Nous entendons déjà nos honorés lecteurs murmurer, ici et là :

- Non ! Pour le coup, vous exagérez un peu trop ! Et quand on dépasse ainsi les bornes, il n'y a plus de limites !

Réfléchissons donc un peu, si vous le voulez bien.

Et nous nous tournons ici tout spécialement vers nos amis allemands, les rédacteurs de *Kausal Nexusblatt* - valeureuse publication périodique disponible sur le site de l'Aaargh - lesquels sont les mieux placés pour en juger sereinement.

Dans l'après-guerre, les seuls Allemands, un tant soit peu connus, que les vainqueurs consentaient à innocenter de complicité dans le Crime Indicible, étaient ceux qui pouvaient présenter des preuves irréfutables de leur « émigration intérieure », selon la jolie expression alors en usage, mais hautement révélatrice, aujourd'hui, du problème qui nous occupe.

Et en effet, le prétendu Crime Indicible, s'il avait été effectivement commis, et qu'on l'eût su, n'eût pu que susciter, pour tout Allemand, un désaveu à ce point total

du gouvernement de son propre pays, qu'il lui eût imposé, en effet, d'émigrer, ne serait-ce que par la pensée.

Cette émigration intérieure signifiait ainsi une désolidarisation entière d'avec sa propre nationalité allemande, complice - et donc coupable - de l'Indicible du Mal Absolu. Autrement dit, les seuls « bons » Allemands ne pouvaient être, pour les Alliés, que des traîtres, effectifs ou potentiels, à leur pays.

Et rappelons que c'est bien sur cette resplendissante base argumentative que l'administration française d'occupation a destitué Heidegger de sa chaire d'enseignement et limité, jusqu'à la supprimer, la modique pension qui lui fut d'abord, suprême bonté, accordée. Ce lamentable épisode administratif constitue une salissure indélébile que ces fonctionnaires imbéciles ont infligée à la patrie de Descartes, de Pascal, de Montesquieu, de Diderot et de bien d'autres.

Pour conclure sur ce point, l'expérience montre qu'il est non seulement inutile, mais bien plutôt contre-productif de chercher, dans la conjoncture actuelle, à « disculper » Heidegger face à de tels agités et qu'il serait temps de finir par comprendre que cette disculpation ne s'effectuera que lorsque sera rétablie la liberté de penser et de publier sur ces affaires, sans devoir prêter foi, ne serait-ce que du bout des lèvres, à des légendes imposées par les mafias sionistes locales, et élevés par la loi au statut de vérité de foi dans la plupart des pays européens, qui osent encore se la jouer « démocratique ».

Jean Beaufret en disait suffisamment, dans ses deux courtes lettres à Robert Faurisson, pour que l'on comprenne qu'il avait déjà manifestement pressenti combien les travaux et les combats du Professeur, s'ils s'avéraient justifiés, apporteraient la solution finale - mais oui - au feuilleton stupide et interminable sur le nazisme heideggerien.

Ici, à l'AAARGH, nous pouvons intégralement confirmer que Jean Beaufret avait deviné juste et que son espoir est maintenant, depuis une bonne vingtaine d'années, entièrement exaucé. Quoi que disent et quoi que fassent maintenant les agités, la postérité - pour autant que les Amères Loques n'auront pas encore provoqué, par leur criminel aveuglement, la dévastation de la planète - n'aura aucune peine à démêler le vrai du *muthôdes*.

Il n'y a donc plus lieu de prêter une quelconque attention à ce qu'écrivaient tous ces écervelés, vu qu'ils débitent à peu près toujours les mêmes âneries. N'obtenant plus l'écho qui leur assure à chaque fois un petit quart d'heure, délectable, de notoriété, il est permis de conjecturer qu'ils finiront un beau jour par se lasser et par rester enfin tranquilles devant leur téléloche...

Nous avons annoncé, au début de cette chronique, que nous exposerions les liens qui nouent la victoire du « non » français au Referendum constitutionnel européen à la vaguelette - soyons justes - soulevée par fiston Faye.

Le moment est venu de tenir parole.

L'Allemagne ayant été contrainte à une « capitulation sans conditions », il n'y eut pas, à proprement parler, de véritable traité de paix.

Mais à la place de cette absence de traité, on eut alors droit à cet invraisemblable cirque du « Procès » de Nuremberg, au cours duquel les Alliés en profitèrent pour négocier discrètement entre eux sur le dos des vaincus. L'essentiel de la négociation, secrète bien sûr, mais qu'il est maintenant relativement aisé de

reconstituer, se déroula principalement entre les Soviétiques et les Américains, ces derniers placés sous contrôle étroit de leur tout puissant lobby sioniste, *of course*.

Le *deal* fut d'une simplicité... spartiate :

-T'y m'donnes Katyn, dirent les Sov aux Amères, et j't'y donne les chambres à gazouillage.

- O.K. tope là ! firent les Loques, et tout fut dit.

Cependant, l'arnaque de Katyn fit rapidement long feu et – guerre froide oblige - l'on apprit bientôt que les malheureux officiers supérieurs de l'armée polonaise avaient été massacrés sur ordre de Staline, et non sur celui d'Hitler.

La seconde arnaque court toujours, les Soviétiques de Staline ayant eu un intérêt plus qu'évident à faire oublier les atrocités de leur Archipel du goulag en ressasant à tout propos la vulgate de l'Indicible Absolu du Mal : les chambres à gazouillage d'Auschwitz, où il s'empressèrent d'en construire une, pour faire plus vrai et pouvoir montrer aux touristes.

Une nouvelle fois, pardon pour le rappel de ces tristes banalités. Mais il est indispensable de les avoir présentes à l'esprit lorsqu'on désire aborder la problématique de l'Union Européenne et de son éventuelle constitution avec un tant soit peu d'à propos.

Entrons donc dans le dur.

Après les tueries et les destructions gigantesques provoquées par la Seconde Mondiale, l'idée d'une véritable union européenne, lancée par Jean Monnet, fut, sans conteste, un réflexe éminemment vital et salutaire.

Dès le départ, ce sursaut fut cependant considérablement entravé par l'état de guerre froide qui s'instaura très vite entre les Soviétiques et les Occidentaux.

C'était le prix à payer, par les Européens, de s'être, malgré tout, peut-être trompés d'ennemi.

Dans les années cinquante – c'est-à-dire en pleine guerre froide – le hasard a fait que l'auteur de ces lignes entendît souvent des camarades de promotion du Général de Gaulle parler familièrement entre eux de stratégie.

Jeunes lieutenants, à peine sortis de St. Cyr en 14, ils avaient donc acquis une expérience exceptionnelle des horribles combats de la première guerre. Ayant abordé la seconde à des postes de haut commandement, ils critiquaient tous sévèrement les décisions qui avaient déterminé la stratégie générale adoptée par les Alliés tout au long de la seconde guerre. En officiers sincèrement républicains, ils s'accordaient à dire que les démocraties occidentales avaient en effet eu affaire à deux ennemis redoutables : Hitler et Staline, mais que, étant donné le rapport des forces en présence antérieurement à l'éclatement du conflit, le bon sens stratégique le plus élémentaire eût à l'évidence conseillé de s'allier d'abord avec le plus faible pour attaquer le plus fort et, celui-ci vaincu, de se retourner ensuite contre le premier.

Or, ils étaient tous d'accord pour dire que le plus faible était Hitler, étant donné que le régime nazi leur apparaissait entièrement dépendant du caractère charismatique de son chef, tandis que le régime de Staline s'enracinait dans une idéologie marxiste plus ancienne et plus structurée, qui avait donc toutes les chances de survivre au Petit Père des peuples, et pour un bon bout de temps...

L'auditeur de ces conversations était alors adolescent et sympathisant du parti communiste. Inutile de préciser que les propos tenus ne pouvaient que l'éberluer.

Cinquante ans plus tard, en considération de ce qu'était la configuration de la coalition occidentale tout au long de l'entre-deux guerres, ces vues stratégiques apparaissent certes toujours *historiquement* et *politiquement* irréalistes, mais c'est *uniquement* par suite des effets géo-politiques désastreux qu'avaient provoqués, dans le système européen des alliances, les dispositions du traité de Versailles, et tout particulièrement la trouvaille magistrale du couloir de Dantzig. Autrement dit, sur le strict plan de la stratégie des alliances, ces vues ne peuvent qu'inciter aujourd'hui à réfléchir aux nouvelles conditions que le « non » français ouvre à la construction européenne.

Il apparaît opportun de se demander d'abord si la très faible participation française au vote, additionnée au « non » majoritaire, n'indiquerait pas un désaveu profond du caractère invraisemblablement bureaucratique et abstrait des institutions et des instances politiques et administratives de la Communauté Européenne.

Le fond du problème est précisément de se demander *sérieusement* si du strict point de vue *politique* il pourrait en être autrement.

Les motifs qui, dans la conjoncture, semblent imposer une réponse négative sont nombreux.

Le plus important de tous est d'abord une détermination précise des régimes politiques *réels* des pays membres de la Communauté.

A première vue, la réponse semble d'une enfantine simplicité.

- N'avez-vous donc vous pas appris, à l'école que nos régimes sont des démocraties ?
- Certes, mais n'enseigne-t-on pas aussi à l'école que les horribles Nazis ont exterminé les Hébreux, les Tziganes, les Homos, avec des tas d'autres, dans des chambres à gazouillage ?

Ce qu'on oublie de préciser, c'est que ces « démocraties » appartiennent à une catégorie bien déterminée, d'apparition relativement récente, dont le nom complet est « démocratie *représentative* » et que cette dénomination est quelque chose comme un « cercle carré », expression que Heidegger, encore lui, employait pour caractériser ce que désigne l'expression « philosophie chrétienne »...

Et pourquoi donc la démocratie représentative est-elle une contradiction dans les termes ?

Montesquieu a déjà répondu à cette question avant même que la bête ne soit née. La démocratie, dénomination grecque, ou la république, dénomination romaine sont des régimes dont les individus qui les composent participent directement, de droit, à la gestion des affaires communes. Une telle forme de régime politique n'est donc possible que dans des unités politiques dont la population est peu nombreuse, telles les cités antiques, ou renaissantes, comme Florence, pendant la dernière décennie du Quattrocento, et, enfin, comme le magnifique début de démocratie directe introduite en Corse par Pascale Paoli, mais qu'enterra bien vite l'armée française, envoyée sur place par le Duc de Choiseul.

Ces régimes, continue Montesquieu, ne sont absolument pas applicables à des territoires étendus comme ceux que gouvernent les royaumes européens du XVIII^e, qui ne peuvent donc être, au mieux que des monarchies constitutionnelles, sur le modèle de la monarchie anglaise d'alors - et d'aujourd'hui...

Les Révolutionnaires français, fervents lecteurs du *Contrat social* et adeptes de sa conception métaphysique, dans l'acception heideggerienne du terme, d'une prétendue *Volonté générale* - « nom de couverture pour la *Macht* » -, ne tinrent aucun

compte des mises en garde, on ne peut plus sages, de Montesquieu. Et c'est ainsi qu'ils forgèrent la notion éthérée d'une république, ou d'une démocratie « représentatives », dont il est aisé de montrer que cela ressemble en effet, à un cercle carré.

Tous les membres de la nation sont donc invités à élire des « représentants », qui, comme leur nom l'indique, sont donc censés représenter les opinions de leurs électeurs dans un parlement chargé de la gestion des affaires publiques.

Il est dans la logique de ce système que ces représentants élus soient eux-mêmes regroupés, selon leurs opinions personnelles, dans des partis politiques, qui apparaissent, de ce fait, comme des organes producteurs d'opinion. De telle sorte que la situation s'inverse. Pour avoir des chances raisonnables d'être élu par la « base », ledit « représentant » doit d'abord représenter les opinions du parti qui le mandate auprès des électeurs, afin qu'ils manifestent leur approbation desdites opinions en... l'élisant, lui, pauvre bidasse !

Tel est, fondamentalement, le tour de passe-passe de la « représentation » prétendument démocratique. On comprend alors facilement qu'une fois élu, le « représentant » ne représente plus en fait au parlement que les opinions du parti auquel il appartient et qu'il est en conséquence tenu de voter selon les consignes données par ce parti, sans être le moins du monde invité à consulter au préalable ses électeurs, histoire de savoir si, d'aventure, ils sont bien d'accord avec ladite consigne. Son élection confère en fait au député un chèque en blanc, non pas pour lui-même, mais pour les décisions que prendra, en dernier ressort, la direction de son parti, et à laquelle il devra se soumettre sous peine d'ennuis, voire d'exclusion.

Il est bien évident que ce cercle carré n'a donc strictement rien à avoir avec les dénominations de démocratie ou de république, telles que les anciens les ont définies, lesquelles supposaient toutes deux la participation directe de tous les citoyens à la gestion de leurs affaires communes.

La dénomination qui convient donc à nos actuels régimes politiques est celle de « monarchie constitutionnelle élective de type oligarchique » laquelle présente deux variantes principales, selon que le responsable de la politique du gouvernement est élu au suffrage direct, ou au suffrage indirect.

Cessons donc, enfin, de parler sottement de « démocratie » !

Et que se passe-t-il alors au niveau politique européen, sinon un redoublement du cercle carré « représentatif » de l'opinion des partis politiques nationaux en sphère cube à l'échelon européen ?

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner si la grande majorité des électeurs se désintéressent d'un tel zinzin européen, complètement kafkaïen, auquel ils n'ont aucun moyen de comprendre quoi que ce soit, mais où ils constatent que des « décisions » sont prises au cours de négociations hermétiques et plus ou moins secrètes entre des groupes de pression qu'il est souvent impossible d'identifier.

La récente réaction de rejet est ainsi à entendre *d'abord* comme une profonde crise révélatrice du régime représentatif national lui-même, puisque le parti de la majorité et le principal parti de l'opposition appelaient à voter oui. Comment interpréter autrement un tel décalage entre le pays « réel » et sa représentation ?

Aborder la problématique des solutions envisageables à cette crise de régime politique constituerait une tâche redoutable, passionnante certes, mais en dehors de notre présent propos.

En effet, les problèmes les plus urgents à résoudre sont largement plus terre à terre et relèvent d'une problématique *relativement* indépendante, dans l'immédiat, de la nature des divers régimes politiques.

Le premier de ces problèmes, par son importance, est celui *philosophique* et *historique* de la liberté de penser, de rechercher et de publier les résultats de ces deux activités absolument indispensables au bon fonctionnement des institutions d'une vie collective digne de ce nom, c'est-à-dire *libre*. Ce droit est « théoriquement » reconnu et garanti dans toutes les constitutions européennes, mais il est si peu observé que, par exemple, les groupes de pression sionistes n'ont pas rencontré de difficultés insurmontables à faire voter, par les parlements de presque tous les pays européens, une loi qui bafoue ce droit en interdisant la publication de toute recherche historique indépendante sur les événements concentrationnaires de la seconde guerre mondiale.

- Tout a été dit à Nuremberg sur ces questions.

- Rompez !

- Et pour le premier qui moufte, un an de taule !, etc...

Et pourquoi cette interdiction ? La réponse à cette question invite, au préalable, à aborder un second problème.

Ce problème, étroitement lié au précédent, est celui, *politique*, de la détermination des amis et des ennemis, effectifs ou potentiels, de la Communauté Européenne en gestation.

Or, il y a deux sortes d'ennemis : ceux de l'extérieur et ceux de l'intérieur.

Commençons par les premiers.

Dans ce cas, la réponse est pour ainsi dire immédiate.

A la question : existe-t-il un pays, ou une coalition de pays dont l'objectif avéré soit d'exercer l'hégémonie sur l'ensemble des pays de la planète, et par conséquent sur l'Europe ?

Si oui, avant même de savoir de qui il s'agit, le simple bon sens exige de déclarer que ce pays, ou cette coalition de pays est ennemi de l'Europe.

Thucydide explique bien *qu'à ce qu'il pense (hégoumaî)* - c'est-à-dire, en termes d'aujourd'hui : en tant qu'historien - le motif le plus véritable mais aussi le plus inapparent de la guerre du Péloponnèse fut le fait que les Lacédémoniens prirent peur devant l'accroissement de puissance – on croit presque lire Heidegger et son *Ermächtigung der Macht!* - par lequel les Athéniens révélaient, sans le dire, leur aspiration à exercer l'hégémonie sur l'ensemble du monde non seulement grec, mais méditerranéen.

Et de fait, toute communauté politique *libre* ne peut agir autrement, sans manifester un aveuglement funeste quant au maintien effectif durable de sa liberté politique.

La question se résume donc à déterminer si les Européens, comme les Lacédémoniens de jadis, n'ont pas à redouter de visées hégémoniques en provenance de l'extérieur.

La problématique de cette question est labyrinthique...

A première vue, la réponse est pourtant immédiate : oui, il existe en effet aujourd'hui une coalition de pays désireux, sans le reconnaître bien sûr, d'exercer leur hégémonie sur la planète. Ces pays sont les Etats Unis, Israël et, dans une moindre mesure, la Grande Bretagne. Nous les dénommerons désormais « les nouvelles puissances de l'Axe ».

Mais cette première réponse n'est qu'une réponse de simple bon sens, qui en *politique*, contrairement à ce que dit notre Descartes national, est la chose du monde la plus mal partagée.

Cette réponse de simple bon sens sera en effet immédiatement vilipendée comme symptôme répugnant « d'anti-américanisme primaire » et, plus pire encore tu meurs ! « d'antisémitisme ».

- Comment osez-vous soutenir de telles obscénités ? Oubliez-vous à ce point que ce sont les armées américaine et anglaise qui vous ont *libérés*, Franchouillards de merde que vous êtes, des monstres allemands nazis qui vous occupaient et qui perpétraient l'Indicible du Mal Absolu dans leurs chambres à gazouillage ?

Quand nous prévenions nos lecteurs que la question de l'existence hypothétique d'un pays, ou d'une coalition de pays mettant en œuvre des visées hégémoniques, était labyrinthique, c'était, nous devons bien l'avouer maintenant, une pure litote.

Nous sommes donc enjoint d'apporter des arguments suffisamment solides pour démontrer que cette volonté d'hégémonie américano-sioniste est véritablement fondée et quelles sont sa provenance historique et sa conformation « théorique ».

C'est la moindre des choses.

La situation, de ce point de vue, s'est récemment éclaircie depuis que nous avons pris connaissance d'un « portrait » de Leo Strauss publié par Emmanuel Ratier dans le n° 169 de sa remarquable lettre d'informations confidentielles, *Faits&documents* (1-15 mars 2004).

Ce portrait s'étaye principalement sur les travaux que Shadia B. Drury, professeur de politique à l'Université canadienne de Calgary, a consacrés au double enseignement de feu Leo Strauss, officiel et « secret » et à son immense impact théorique et politique sur les néo-conservateurs de la droite américaine et du parti républicain. Nous n'avons pas encore pu nous procurer ces ouvrages, mais, le résumé et l'ensemble des indications que fournit Ratier sont déjà largement suffisants pour se faire une première idée des abîmes de la « pensée » politique de l'administration américaine actuelle puisque, pour l'essentiel, les disciples, directs ou indirects, du Strauss ésotérique y occupent, depuis une trentaine d'années, une position largement dominante, ainsi, d'ailleurs, que dans l'Université.

Voulez-vous des noms ?

Leur chef de file, surnommé « le Prince des Ténèbres » n'est autre que P.Wolfowitz soi-même, puis, pour s'en tenir aux « politiques » de premier plan, William Kristol, Gary Schmitt, Abraham Shulsky « directeur de l'opération des

plans spéciaux », William Luti, qui, écrit Ratier, « devait transmettre des renseignements falsifiés de pseudo-agences de renseignements extérieurs comme le Congrès national irakien d'Ahmed Chalabi pour justifier l'intervention américaine en Irak », enfin, bien sûr, Cheney et Rumsfeld : « Ce sont ces « philosophes » qui ont mis sur pied le plan de restructuration du Moyen-Orient, en liaison avec Israël et préparé les esprits, depuis une dizaine d'années, par une propagande d'articles et d'ouvrages multiples, expliquant la nécessité pour l'Amérique d'attaquer l'Irak. Impérialistes, ils mobilisent la puissance américaine, pour la lier à la défense prioritaire des intérêts d'Israël. »

Ratier cite aussi un court extrait d'une interview de Shadia B. Drury : « [Strauss] maintient qu'en l'absence de menace externe, il faut en inventer une [...] Selon Strauss, l'on doit lutter constamment. En ce sens, il est très spartiate. La paix mène à la décadence. La guerre perpétuelle, et non la paix perpétuelle. Voilà ce que croient les straussiens. »

Ratier continue : « Ce qui est intéressant d'apprécier, c'est de comprendre comment cette pensée, devenue la pensée dominante des idéologues de la Maison Blanche, totalement imprégnée de judaïsme rabbinique, a réussi à s'allier à la Droite chrétienne. [...] les fondamentalistes chrétiens ne sont pas seulement les défenseurs de l'ordre dans la rue, la famille ou l'école : ils veulent à tout prix sauver l'Etat d'Israël, dont la survie est le préalable historique nécessaire à la conversion des Juifs au christianisme. »

On reste, bien sûr, atterré au bord de tels gouffres de sottise. Il n'en demeure pas moins indispensable d'analyser en profondeur les sources de la « pensée » de l'ennemi et nous nous y emploierons dès que possible

Quant aux ennemis de l'intérieur, ils ne sont, à première vue, pas plus difficiles à définir : ce sont, pour l'essentiel, les propagandistes européens de cette « politique » néo-super-con...

Cela englobe, et c'est là que gît le problème, beaucoup de monde, au premier rang desquels, les organes de presse et de moyens audio-visuels européens sous contrôle sioniste. Pour les identifier, il serait beaucoup plus économique de citer les organes de presse qui échappent à cette emprise. Quant aux moyens audio-visuels, ce serait encore plus vite fait : à notre connaissance, il n'y en a aucun.

Pour quels motifs croyez vous donc, par exemple, que les principales « personnalités » du petit monde politique français, majorité et opposition confondues, se bousculent à ce point pour être invitées au pince-fesse annuel du Comité Représentatif des Institutions Juives de France ?

La réponse que vous ferez à cette question est le petit exercice amusant, mais instructif, que nous nous permettons de confier à votre sagacité.

La fonction des moyens de communication de masse dans nos systèmes représentatifs est d'une telle importance que la considération de ce simple fait suffirait à condamner lesdits systèmes représentatifs, puisqu'en dernier ressort, ce sont ces moyens de communication qui influent le plus directement sur l'opinion des dirigeants et des élus des partis politiques et, par conséquent, sur celle de leurs électeurs.

Mais abordons enfin le problème crucial :

Comment imaginer pouvoir sérieusement construire une Union Européenne digne de ce nom et viable, sans commencer par apurer les séquelles d'injustices flagrantes et de mensonges répugnants hérités du délirant procès de Nuremberg ?

Or, c'est précisément ce qu'il est non seulement interdit de faire pour ce prétendu Indicible du Mal Absolu, mais nous sommes bien plutôt régulièrement conviés, comme cela vient d'être le cas pour le soixantenaire de la « libération » d'Auschwitz, à proclamer en tout lieu et à toute heure notre exécration permanente de l'Indicible du Mal Absolu, les chambres à gazouillage, dont le gouvernement français de Vichy est censé avoir été complice en contribuant à l'envoi de convois vers les camps dits « de la mort ». Tel est du moins l'« enseignement » du procès Papon, relayé récemment par la « repentance » qu'a proclamée, en notre nom, le grand benêt élyséen.

« Cela leur fait tant de plaisir, et à nous si peu de peine » disait déjà ce brave Cornelius Castoriadis. Certes, mais, en attendant, ce plaisir se paye d'abord d'un coût humain exorbitant et pas seulement au Moyen-Orient et ensuite, d'une incapacité à construire une Communauté Européenne qui ne soit pas sous la coupe des Puissances de l'Axe.

appelons-nous ici Hermocrate :

« ...je ne blâme pas ceux qui cherchent à exercer leur hégémonie, mais ceux qui sont trop disposés à obéir ; car telle est la *phusis* de l'homme que partout, il domine celui qui lui cède, mais se garde de qui l'attaque. »

Telle est la véritable complicité dont nous nous rendons coupables en demeurant cois devant cette calomnie permanente de l'Allemagne nationale socialiste qu'est la mythologie *criminelle* de l'Holocauste. Et la ridicule calomnie de fiston Faye envers Heidegger n'est que l'une de ses innombrables variantes.

Une autre variante, dramatique, est la concoction de cette admirable invention d'une nouvelle catégorie de « crimes imprescriptibles contre l'humanité », dont la fonction, il fallait y songer, est d'innocenter le crime le plus abominable qui est, dans la conjoncture présente, de faire la guerre à qui que ce soit, crime que ne cessent de perpétrer les Nouvelles Puissances de l'Axe.

Une confirmation inattendue vient d'en être fournie dans le tout récent arrêt de la Cour française de Cassation, qui porte sur l'affaire du prétendu « massacre » d'Oradour. Vincent Reynouard y a consacré plusieurs années de recherche, lesquelles ont abouti à proposer une relation enfin claire et compréhensible de ce tragique événement. Les femmes et les enfants enfermés dans l'église n'ont pas été assassinés dans un incendie prétendument allumé par les monstres nazis, selon la version officielle *mensongère*, mais tués par l'explosion accidentelle d'un dépôt de munitions appartenant à la résistance, qui l'y avait dissimulé avec l'accord du curé.

La Cour de Cassation a donc relaxé Vincent Reynouard au motif que le crime sur lequel porte son travail n'est pas un crime imprescriptible contre l'humanité, mais un crime de guerre, sur lequel on a donc la possibilité de poursuivre des recherches !

Enfin, ce que ce petit monde d'écervelés oublie systématiquement, c'est l'incidence paralysante et négative qu'induit nécessairement l'intensification de ces condamnations incantatoires *muthôdes* et délirantes sur les opinions nationales qui composent la Communauté Européenne. Certes, les principaux responsables politiques savent parfaitement à quoi s'en tenir sur le fond de l'Indicible. Mais,

comment voulez-vous être élu aux plus hauts postes de responsabilité politique si vous n'allez pas vous agenouiller périodiquement devant la stèle d'Auschwitz, sous le regard glauque, mais scrutateur, de fiston Bush ?

« Les super-criminels planétaires de la période la plus récente, *dans laquelle ils deviennent à la fois possibles et nécessaires*, se comptent sur les doigts d'une main. »

Essayons d'identifier ces super-criminels auxquels a dû songer Martin :

1 Roosevelt, 2 Churchill, 3 Staline et qui d'autre, sinon ... 4 Hitler soi-même, et peut-être, enfin, 5 Mussolini.

Mais l'ordre dans lequel nous les donnons est purement aléatoire, puisqu'il nous est précisé qu'ils sont tous semblables...

Quant aux super-criminels d'aujourd'hui, c'est la seconde petite devinette que nous vous laissons le soin de résoudre, mais il y faudra peut-être les doigts des deux mains, voire, ceux des pieds.

Revenons à fiston Faye. Et, une fois n'est pas coutume, soyons... biblique ! Il y est en effet écrit cette curieuse parole :

« Dieu ne veut pas la mort du pécheur, mais qu'il se convertisse et qu'il vive ! »

Etant de la génération de papa Faye, je prends donc la liberté de m'adresser à toi, fiston Faye, le plus simplement du monde, pour te suggérer, en toute sincérité et sans l'ombre d'une quelconque ironie, une orientation de recherche dans laquelle, à mon avis tu trouveras vraiment le *nec plus ultra* de ce que tu cherches : un super-nazi comme tu n'aurais jamais pu en imaginer, même en rêve. Une bibliographie très complète en est accessible sur le site web dont voici l'adresse :

<http://www.phronesis.org/IMG/doc/StraussLeo-bibliography-CNDP99.doc>

Ce Leo a beaucoup écrit. Tu en auras donc pour un certain temps. Mais je suis convaincu que là, tu feras un excellent travail.

Avec tous mes vœux pour une réussite que, cette fois, je pressens brillante.

Toute cette affaire est d'autant plus désolante que l'ensemble de l'œuvre disponible de Heidegger, qui ne représente encore que les deux tiers de l'ensemble des ouvrages annoncés par les éditeurs de la *Gesamtausgabe*, [édition générale] permet déjà, d'entrevoir l'exceptionnelle nouveauté de cette pensée dans l'histoire de la pensée philosophique occidentale

Je crois que les lecteurs attentifs des volumes parus de la *Gesamtausgabe* seront, pour le coup, d'accord avec nous pour reconnaître que son importance n'est comparable qu'à celle d'Aristote, en précisant toutefois qu'il met à jour ce qui restait nécessairement dissimulé à Aristote lui-même, à savoir la configuration métaphysique de sa détermination du sens fondamental d'*être* comme *en-ergeia*, comme il l'indique brièvement, mais en toute clarté, dans le premier extrait que nous avons traduit à votre intention.

Cette configuration métaphysique, avons-nous déjà signalé, consiste à privilégier, sans l'apercevoir, la forme substantivée du participe présent du verbe être *to on*, *l'être*, dans la détermination du sens d'*être* selon l'intégralité de ses sens verbaux, autrement dit de privilégier *l'être* par rapport à *être*, au détriment de la dimension temporelle et historique (*geschichtlich*) de son sens verbal. Cette problématique du sens d'*être* se développe en deux étapes.

La première effectue la mise à jour phénoménologique du sens *temporel* (*zeitlich*) d'*être*. Elle s'effectue dans l'ensemble des écrits et leçons qui précèdent et suivent le premier grand ouvrage *Etre et temps*, où se trouve analysée la structure tri-ekstatique (les trois moments du temps : futur, présent et passé) de la temporalité existentielle du *Dasein*, laquelle est donc au fondement de son historicité (*Geschichtlichkeit*).

La seconde, qui est un approfondissement de la première, procède à la mise à jour du sens *historique* d'*être*. Elle se développe, à partir de 1936, dans le second grand ouvrage, *Contributions à la philosophie (De l'événement appropriant)*. Elle embrasse l'historicité d'*être* qu'elle présente en six « jointures » (*Fügungen*) qui ont pour fonction d'ouvrir la pensée à l'unicité intégrale et irréversible d'*être*, qui s'est historiquement déjà ouverte dans le premier commencement de la pensée philosophique en Grèce archaïque, mais a bientôt commencé de se refermer dans l'interprétation métaphysique grecque classique d'*être* comme *idea* et comme *energeia*.

Les six jointures développent alors les conditions d'une réappropriation présente de l'événement historique que fut ce premier commencement, réappropriation qui ne peut s'effectuer que dans la préparation d'un autre commencement, à venir, qui prenne intégralement en considération l'*alètheia* d'*être*, c'est-à-dire son *illatence* dont il était inévitable que le premier commencement fût privé. Ce néologisme français traduit au mieux le mot grec *alètheia*, habituellement trahi par le terme d'origine latine *veritas*. Cette dernière est en effet tragiquement indissociable de l'*imperium* romain. C'est précisément l'accès contemporain à cette illatence d'*être* qui permet d'identifier les conséquences historiques inéluctables de son *abandon*, puis de son *oubli* dans l'interprétation métaphysique, antique et moderne, privilégiant l'*être* nominal (c'est-à-dire atemporel et anhistorique) dans la détermination du sens verbal (c'est-à-dire indissociablement temporel et historique) d'*être*.

Nous sommes bien conscient que ce résumé de la problématique des *Contributions* est d'une incontestable difficulté. Mais nous nous y sommes résolu en considération du fait que sa traduction française, par François Fédier, permettra bientôt à nos compatriotes non-germanistes d'entrer progressivement dans l'intelligence d'une œuvre à ce point captivante éclairante et stimulante.

Une seconde considération, plus générale, nous y a également déterminé. Elle n'est autre que la conviction, qui nous habite, que nous résumerons aussi en indiquant que l'interprétation phénoménologique à ce point magistrale et passionnante de la pensée et de l'histoire occidentales d'*être*, que Heidegger développe à chaque page de la *Gesamtausgabe*, pourrait et devrait être, par excellence, le creuset réflexif par excellence de la construction de l'unité européenne. Non pas qu'elle fournisse quelque recette que ce soit ! Non. Mais elle fait beaucoup mieux, puisqu'elle donne de façon très claire des indications surprenantes, mais précieuses, pour la préparation de cet autre commencement de la pensée et de l'histoire d'*être* encore à venir seul en mesure de nous préserver de la catastrophe.

Nous vivons en effet aujourd'hui dans un contraste proprement effarant.

Jamais, d'une part, le présent et l'avenir que nous impose la métaphysique de la subjectivité, et de la *Macht*, qui végète en coma dépassé depuis Nietzsche, n'a été plus sombre : dévastation de la planète par l'intensification insensée de la *Machenschaft*, avec ses incalculables séquelles de destructions en tous genres.

Mais jamais, d'autre part, l'avenir, que nous fait entrevoir Heidegger dans la libre anticipation pensante de l'autre commencement, n'a été aussi concrètement

stimulant, sinon exaltant, car un accès collectif à l'illatence d'*être* ouvre véritablement des perspectives vers une autre humanité, et vers une autre histoire.

Pourrait-on imaginer plus magnifique *projet* pour la construction de l'Europe, que celui d'organiser la préparation de cette métamorphose qui permettrait à l'humanité planétaire de sortir du chaos où l'enfonce, de plus en plus rapidement, la prolongation de la métaphysique *mondialisée* et *mondialiste* de la *Machenschaft* ?

Pour peu que l'Europe parvienne à enclencher le processus de cette préparation, elle offrirait alors un recours aux nations que menace d'abord directement la barbarie des Nouvelles Puissances de l'Axe - ainsi que c'est aujourd'hui le cas pour l'Iran, la Syrie et d'autres - mais indirectement aussi le reste du monde, par l'expansion insensée de ce « libéralisme » économique insondablement stupide, criminel et dévastateur.

Il est alors manifeste que la priorité des priorités est, tout d'abord, de lutter, par tous les moyens, pour pulvériser le plus rapidement possible, l'accusation *mensongère* de génocide qui pèse sur l'Allemagne, c'est-à-dire d'annuler l'ensemble des dispositions délirantes et criminelles du procès de Nuremberg, enfin, d'exiger desdites Puissances de l'Axe les réparations, y compris financières, qui s'imposent.

Pour la repentance, peut nous chaut...

Tout cela implique donc de s'employer à réduire, autant que faire se peut, l'emprise de la propagande ennemie sur nos moyens de communication de masse et la politique de nos pays européens.

La tâche paraît impossible ?

Là n'est pas la question. Nous n'avons pas d'autre choix historique et politique, si tant est que nous voulions continuer de vivre et de penser *librement*, comme, aussi bien, de préserver notre planète du désastre.

La Shoah ? Mais c'est eux !

Été 2005

AAARGH

<http://aaargh.com.mx>

<http://vho.org/aaargh>

<http://litek.ws/aaargh>

Correspondance

aaarghinternational@hotmail.com